
La surenchère (extrait)

By Mathilde Mathieu

Published: 11/03/2008 - 13:09

Auteur: [MediaPart](#)

Extrait pp106 à 108:

« Le voyage-éclair de Mme Cécilia Sarkozy le 12 juillet, accompagnée de Claude Guéant, secrétaire général de l'Élysée, a indubitablement fait monter les enchères. Nous sommes désormais passés au niveau politique. Un deuxième voyage est prévu et devrait s'accompagner de la libération du personnel médical. Ce même 18 juillet, nous réunissons à nouveau les prisonniers à la prison des infirmières et procédons à la signature, encore une fois assortie de paraphes des témoins que nous sommes. Le document sera remis le soir même au ministère libyen des Affaires étrangères. Le lendemain, l'ambassadeur bulgare déposera la demande du procureur général bulgare.

Pendant ce temps, "Bruxelles", comme l'on dit dans les rédactions journalistiques, renâcle quelque peu devant l'agitation qui se précise à Paris, à la suite de la discrète visite de Cécilia Sarkozy le 12 juillet. Néanmoins, un "briefing" téléphonique avec l'Élysée a eu lieu le 13 juillet.

Un journaliste de l'AFP m'interroge le soir du 18 juillet sur l'attitude de la Commission européenne. Je lui explique qui a fait quoi – à savoir le leadership politique de Tony Blair et Benita Ferrero-Waldner –, et aussi l'agacement en Libye devant la politique du mégaphone adoptée depuis longtemps par l'ONG française Avocats Sans Frontières, qui se manifeste désormais quasi-quotidiennement.

Le lendemain matin, la presse politique française se fait un plaisir d'utiliser ma déclaration dans un sens partisan. Au-delà de cet aspect purement français de la question, une chose est désormais claire: la finalisation du dossier a des implications politiques et financières majeures pour l'Union européenne en tant que telle ; celle-ci est représentée par la Commission, et il ne peut être question que cette dernière soit dessaisie de la gestion de dossiers qui relèvent juridiquement de sa compétence.

C'est ce même jeudi 19 juillet à 9 h 45 que le président Nicolas Sarkozy reçoit à l'Élysée la commissaire Benita Ferrero-Waldner. A l'issue de la discussion, les choses sont clarifiées et la commissaire indique de manière sibylline à sa sortie : "Nous avons discuté de tout et nous sommes d'accord sur tout." Pas sibylline du tout pour les spécialistes, la formule signifie que les lignes de compétence seront respectées, que les dangers d'un traitement trop hâtif du dossier ont été signalés à la présidence de la République et que, désormais, l'action sera conjointe, évitant ainsi les surenchères sur les aspects européens du dossier et les mises en scène.

Après cet entretien à l'Élysée, il devient très vite clair qu'il y aura un second voyage de Cécilia Sarkozy, cette fois-ci accompagnée par Benita Ferrero-Waldner, compte tenu des responsabilités institutionnelles de la Commission et du rôle joué par celle-ci dans ce dossier. Ce sera pour le dimanche 22 juillet et, s'il y a libération, cette visite sera suivie immédiatement d'une visite du

président Sarkozy en Libye. La conditionnalité est clairement exprimée par la France. En prime de cette réconciliation des positions, si l'on peut dire, la France enverra un Falcon gouvernemental à Bruxelles chercher puis raccompagner Benita Ferrero-Waldner les 22 et 24 juillet respectivement. »